

## Racisme choisi... L'Europe impose sa volonté !

Après avoir été rejeté (par référendum) par les peuples français et néerlandais, le traité constitutionnel européen nous reviens par la petite porte, sous la forme du « *nouveau traité européen simplifié* »... qui reprend l'essentiel du texte rejeté en mai 2005 (« *la même chose, mais dans le désordre* », dixit Valéry Giscard d'Estaing, l'un de ses auteurs !). Les gouvernements européens affichent une nouvelle fois leur mépris de la volonté des peuples. Ce qu'ils appellent la « construction de l'Europe » (c'est-à-dire dumping social, baisse du « coût du travail », « concurrence libre et non faussée », chasse aux immigré-e-s, fermeture des frontières aux portes de l'Europe,... bref, l'intérêt des capitalistes européens) ne saurait s'arrêter à des détails, tels que l'avis des populations.

L'unions sacrée UMP-PS (sans oublier l'UDF ou les Verts...) a donc fait passer par le parlement leur vision de l'Europe.

### Une Europe qui s'enferme...

L'Union européenne est la traduction institutionnelle d'une puissance capitaliste et impérialiste. Le nouveau traité constitue un pas en avant dans le renforcement de cette machine de guerre contre les droits sociaux et ceux des travailleurs et travailleuses immigrés.

Ainsi un projet de directive sur la rétention et l'expulsion des étranger-e-s portant à 18 mois la durée légale d'enfermement et instaurant une interdiction du territoire européen de 5 ans pour les expulsé-e-s, va être soumis au Parlement européen. Là où le programme européen a toujours été riche, c'est dans la limitation de la liberté de circulation et d'installation (5 accords entre 2001 et 2005): mandat d'arrêt européen et extradition sans formalité, utilisation de données biométriques, financement des formations destinées aux forces de répression, financement des équipements de surveillance, de prise d'empreintes digitales numérisées, d'identification des données personnelles...

### ... pour créer un nouveau type d'exploité !

Leur modèle d'immigration choisie, exclue les travailleurs et travailleuses peu qualifié-e-s de toute possibilité légale de s'établir en Europe. Il s'agit là d'une politique de surexploitation facilitant la pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail.

On prétend ainsi créer un nouveau type de salarié, que

### Comment faire passer la pilule ?



l'on déplace d'un pays à un autre, selon leur origine et les besoins de quelques patrons, sans naturellement qu'il puisse vivre avec sa famille... et tout ça pour augmenter la concurrence entre prolétaires.

Que ce racisme légal prive les pays du Sud d'une main d'œuvre qualifiée ne semble pas déranger tous les dirigeants, pourtant si intéressés par le co-développement (entendre « *piller les ressources et la main d'œuvre du Sud, pour développer le Nord* »).

### A nous de mondialiser nos luttes !

Au-delà de ce projet, c'est l'ensemble de l'Union européenne et des Etats qui la composent que nous combattons. L'UE, tout comme l'Etat français, n'est pas une institution neutre dont il faudrait « réorienter » la politique.

C'est par la solidarité et des luttes communes des exploité-e-s au sein de l'UE, et avec les peuples du Sud que nous pourrions contester la mise en concurrence entre salarié-e-s et le nivellement par le bas des droits sociaux. Développer des luttes collectives victorieuses permettrait de stopper la démolition sociale (casse des retraites, privatisations, autonomie des universités, etc.), en participant à la

### manifestation transfrontalière

contre la privatisation des universités

samedi 16 février 2008,

14h, place de la gare

à Strasbourg

**ALTERNATIVE  
LIBERTAIRE**

Anticapitalisme  
Autogestion

Actualité, réflexions, débats... lisez le mensuel ALTERNATIVE LIBERTAIRE

Lieux de vente dans la région sur: <http://mapage.noos.fr/alalsace/>

Vente: 2<sup>ème</sup> samedi du mois, place du marché à Neudorf, 11h-12h.